

Informations financières complémentaires pour le T1 2022

Dans le cadre des obligations d'information trimestrielle incluses dans la documentation des financements obligataires levés depuis 2019 (cf. communiqué de presse du 21 novembre 2019)

Vendredi 13 mai 2022

Informations financières sur une période de 3 mois au 31 mars 2022 :

En M€	France ¹ (France Retail + E-commerce)			Latam			Total		
	T1 2021	T1 2022	Var	T1 2021	T1 2022	Var	T1 2021	T1 2022	Var
Chiffre d'affaires	3 871	3 776	-95	3 275	3 706	+431	7 146	7 483	+337
EBITDA	204	201	-3	225	201	-24	429	402	-27
(-) impact des loyers ²	(164)	(152)	+12	(76)	(91)	-14	(240)	(243)	-3
EBITDA après loyers	40	49	+9	149	110	-39	189	159	-30

En France, l'EBITDA s'élève à 201 M€ sur le trimestre. L'évolution par rapport au T1 2021 se décompose en: (i) +13 M€ sur GreenYellow, (ii) une progression de +27 M€ de la promotion immobilière³, et (iii) un effet activité sur France Retail et Cdiscount lié à une base de comparaison intégrant la fermeture des restaurants et le couvre-feu au T1 2021. Pour plus d'information, se référer au communiqué du 22 avril 2022.

En Amérique Latine, l'EBITDA est de 201 M€ sur le trimestre, en baisse de -24 M€, incluant un recul de GPA Brazil (fermeture des hypermarchés dans le cadre de leur cession à Assaí pour conversion au format Cash & Carry), et une progression d'Assaí et du Groupe Éxito (hausse des ventes). Pour plus d'informations se référer aux communiqués publiés par Assaí, GPA et le Groupe Éxito.

Sur le trimestre l'EBITDA du Groupe s'élève à 402 M€.

Informations financières sur une période de 12 mois au 31 mars 2022 :

En M€	France ¹ (France Retail + E-commerce)	Latam	Total
Chiffre d'affaires	16 006	14 879	30 886
EBITDA	1 461	1 039	2 500
(-) impact des loyers ²	(611)	(322)	(932)
(i) EBITDA après loyers	851	717	1 567
(ii) Dette financière brute⁴	6 043	3 618	9 661
(iii) Trésorerie et équivalents de trésorerie⁵	686	1 507	2 194

¹ Données non auditées, périmètre tel que défini dans les documentations de refinancement obligataire avec principalement Segisor comptabilisé dans le périmètre France Retail + E-commerce (y compris GreenYellow)

² Intérêts payés sur les dettes de loyer et le remboursement des passifs de loyer tels que définis dans la documentation de refinancement

³ EBITDA lié à la déneutralisation de promotion immobilière réalisée avec Mercialys (les opérations de promotion immobilière réalisées avec Mercialys sont neutralisées dans l'EBITDA à hauteur de la participation du Groupe dans Mercialys ; une baisse de la participation de Casino dans Mercialys ou une cession par Mercialys de ces actifs se traduisent donc par une reconnaissance d'EBITDA antérieurement neutralisé).

⁴ Emprunts et dettes financières au 31 mars 2022

⁵ Données au 31 mars 2022

Au 31 mars 2022, l'EBITDA après loyers 12 mois glissants s'établit à 851 M€ en France.

La liquidité du Groupe en France s'établit à 2,7 Mds€ (2,4 Mds€ fin mars 2021), dont :

- 686 M€ de trésorerie (464 M€ fin mars 2021) ;
- 2,1 Mds€ de lignes de crédits confirmées non tirées disponibles à tout moment (1,9 Mds€ fin mars 2021).

Hors GreenYellow, la variation de dette nette sur le premier trimestre 2022 est en amélioration de +569 M€ par rapport à celle de l'an dernier¹, portée par le plan de cession et une amélioration du cash-flow (retournement des effets BFR de fin 2021, maîtrise des Capex).

Au 31 mars 2022, la dette financière brute inclut 289 M€ de billets de trésorerie et 170 M€ de lignes de crédit Monoprix (non sécurisées) tirées (vs 530 M€ de billets de trésorerie et 200 M€ de lignes de crédit tirées fin mars 2021).

Informations complémentaires concernant les covenants et les comptes séquestres :

Covenants testés dès le 30 juin 2021 conformément à la ligne de crédit syndiquée en date du 18 novembre 2019, telle qu'amendée en juillet 2021

<i>Type de covenant (France et e-commerce hors GreenYellow)</i>	<i>Au 31 mars 2022</i>
Dette brute sécurisée / EBITDA après loyers \leq 3,50x	2,71x
EBITDA après loyers / Coûts financiers nets \geq 2,50x	3,41x

Le covenant dette brute sécurisée / EBITDA après loyers s'établit à 2,71x, avec un EBITDA après loyers de 776 M€ et une dette sécurisée de 2,1 Md€.

Les deux covenants sont confortablement respectés avec :

- Une marge de 611 M€ sur la dette pour le covenant dette brute sécurisée / EBITDA après loyers
- Une marge de 208 M€ sur l'EBITDA pour le covenant EBITDA après loyers / Coûts financiers nets

Le compte séquestre non sécurisé a été débité de 339 M€ et son solde est de 0 € au 31 mars 2022. Suite à la notification du 28 mars 2022, le Groupe a remboursé par anticipation l'obligation de maturité juin 2022 le 20 avril 2022.

Le solde du compte séquestre sécurisé s'élève à 145 M€ au 31 mars 2022, niveau identique au 31 décembre 2021.

Aucune somme n'a été créditée ou débitée du compte séquestre des obligations et son solde est resté à 0 €.

¹ La variation du besoin en fonds de roulement est généralement négative au premier trimestre, positive au deuxième, négative au troisième, et positive au quatrième trimestre

Contacts analystes et investisseurs

-

Lionel BENCHIMOL

+ 33 (0)1 53 65 64 17 - lbenchimol@groupe-casino.fr

ou

+ 33 (0)1 53 65 24 17 - IR_Casino@groupe-casino.fr

Contacts presse

-

Groupe Casino / Direction de la Communication

Stéphanie ABADIE

+ 33 (0)6 26 27 37 05 - sabadie@groupe-casino.fr

ou

+ 33(0)1 53 65 24 78 - directiondelacomunication@groupe-casino.fr

-

Agence IMAGE 7

Karine ALLOUIS

+33 (0)1 53 70 74 84 - kallouis@image7.fr

Franck PASQUIER

+ 33(0)6 73 62 57 99 - fpasquier@image7.fr

Disclaimer

Ce communiqué a été préparé uniquement à titre informatif et ne doit pas être interprété comme une sollicitation ou une offre d'achat ou de vente de valeurs mobilières ou instruments financiers connexes. De même, il ne donne pas et ne doit pas être traité comme un conseil d'investissement. Il n'a aucun égard aux objectifs de placement, la situation financière ou des besoins particuliers de tout récepteur. Aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est fournie par rapport à l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité des informations contenues dans ce document. Il ne devrait pas être considéré par les bénéficiaires comme un substitut à l'exercice de leur propre jugement. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont sujettes à changement sans préavis.